



Mu Kara Sani N° 043, Juin 2026

Juin 2026. CC-BY-NC-SA

ISSN 0257-1838



0257-1838

Composition : IRSH

Tél : +227 20725808



REVUE

De l'Institut de Recherches en
Sciences Humaines-IRSH



Mu kara sani

— N° 043 —



N° 043

JUIN 2026

Mu kara sani

N° 043

Mu Kara Sani, 2026. N° 043

Université Abdou Moumouni de Niamey

Institut de Recherches en Sciences Humaines - IRSH

BP : 318 Niamey-Niger

Email : mukarasani@gmail.com

Juin 2026. CC-BY-NC-SA

ISSN 0257-1838



0257-1838

Composition : IRSH

Tél : +227 20725808

Université Abdou Moumouni de Niamey
Revue de l'Institut de Recherches en Sciences Humaines
Mu Kara Sani

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Pr Seyni MOUMOUNI

IRSH/Université Abdou Moumouni/Niger

RESPONSABLE DE LA REDACTION

Dr Hamadou ISSAKA

IRSH/Université Abdou Moumouni/Niger

COMITE DE LECTURE

Pr Cheikh El Hadji Abdoulaye NIANG

IFAN/ Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Pr Aissata KINDO

FLSH/Université Abdou Moumouni/Niger

Dr Aboubacar ZAKARI

Université André Salifou de Zinder/Niger

Pr Alain JOSEPH SISSAO

Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Pr Abdou BONTIANTI

IRSH/Université Abdou Moumouni (Niger)

Dr Sagayar MOUSSA

ENS/Université Abdou Moumouni Niamey (Niger)

Pr Didier AMELA

Université de Lomé (Togo)

Pr Oumar LINGANI

Université de Ouagadougou 3 (Burkina Faso)

Dr Bassirou MALAM SOULEY

Université André Salifou de Zinder (Niger)

Dr Adamou ABDOULAYE

Université André Salifou de Zinder (Niger)

Pr Fulgence Biauké NOUMA

Université Joseph KI-ZERBO (UFR-LAC/LM)

Dr Younsa Djafarou SALATIKOYE

FSJP/ Université Abdou Moumouni de Niamey(Niger)

Dr Hassoumi DJIBO

Université Boubacar Ba de Tillabéri (Niger)

Dr Adjaratou O. Sall

IFAN/ Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Abdou IDRISSA

FLSH/Université Abdou Moumouni de Niamey

Dr Halidou YACOUBA

FLSH/Université Abdou Moumouni/Niger

Dr Hassane HAMADOU

FLSH/Université Abdou Moumouni/Niger

Dr Yayé MOUSSA

IRSH/Université Abdou Moumouni/Niger

Dr Alassane HASSIMI

Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

COMITE DE REDACTION

Pr Abdou BONTIANTI

Pr Seyni MOUMOUNI

Dr Hamadou ISSAKA

EDITION

Seydou M. ABDOURAMANE

REPROGRAPHIE

M. Issa HALIDOU SIDDO

VENTE

Mme Fati OUSMANE

CORRESPONDANTS

Pr Abdou BONTIANTI

Pr Seyni MOUMOUNI

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Gerd SPITTLER

Professeur de Sociologie
Université de Bayreuth (Allemagne)

Pr Oumarou AMADOU IDE

Directeur de Recherches de Préhistoire/archéologie
IRSH- UAM (Niger)

Pr Abdou BONTIANTI

Directeur de Recherches de Géographie
IRSH - UAM (Niger)

Pr Yaovi AKAKPO

Professeur de Philosophie
Université de Lomé (Togo)

Pr N'diaye LAMINE

Professeur de Sociologie
Université Cheikh Anta Diop Dakar (Sénégal)

Pr Alain Joseph SISSAO

Directeur de Recherches de Littérature africaine
(CNRST) Ouagadougou (Burkina Faso)

Pr Rahal BOUBRIK

Professeur de Histoire
Université Mohammed V- Rabat (Maroc)

Pr Ousseina ALIDOU

Professeure de Science du langage/Littérature
Rutgers University New Jersey (U.S.A)

Pr Seyni MOUMOUNI

Directeur de Recherches de Civilisation et
Manuscrit Arabe et Ajami
IRSH – UAM (Niger)

Pr Edinam KOLA

Professeur de Géographie
Université de Lomé (Togo)

Pr Iboureima YABI

Professeur de Géographie
Université Abomey Calavi (Benin)

Sommaire

L'Enfant naturel dans trois romans nigériens : entre tradition et réalité.....8-30

ALGAMISS Mohamed & MAMADOU MAINA Mariama

L'Imam al-Maghili et son influence religieuse et culturelle sur les musulmans du Soudan occidental en général et le pays haoussa en particulier.....31-52

DJIBO Seybou

La dernière époque du commerce transsaharien au Sahara central (1850-1910): De l'implication ottomane aux massacres français.....53-71

DUYMUS Kerem

Les défis pour une sobriété énergétique dans la consommation de l'électricité à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger).....72-93

YOUNSA HAROUNA Hassane & OUMAROU GARBA Harouna

Facteurs explicatifs de la dynamique foncière dans la ville de Tahoua.....94-112

YAYE SAIDOU Hadiara & KADRI MAAZOU Saadou

Historique et Impact socio-économique de l'Aménagements Hydro-Agricole de Kollo-N'Dounga de 1930 à 1988.....113-130

MOUSSA AMADOU Abdourahamane

Spiritualité digitale en Afrique : recompositions religieuses et nouveaux enjeux de régulation des églises de réveil.....131-152

NGO MINTOOGUE Ginette

L'éducation de base au Niger : l'enseignement et la formation pour les 5 ans-15 ans à l'horizon 2030.....153-174

MOHAMED SAGAYAR Moussa & SAIBOU ADAMOU Amadou

Renégocier la laïcité au Niger : activisme islamique et refondation politique sous le régime du CNSP.....175-196

SEYNI MAMOUDOU Ibrahim

Education sociale de genre et Participation politique des femmes dans le cercle de Ségou, 4^{ème} région administrative du Mali.....197-214

TOGOLA Kawélé

Le nord-ouest de la Côte d'Ivoire en mutation : diagnostic socio-économique et recompositions territoriales.....215-238

YEO Mamadou & SORO Nonhontan

La FormatDCion de l'Alliance des États du Sahel dans un contexte d'insécurité.....239-262

AMADOU LIMAN Boukari

Analyse de la pratique démocratique au Niger de 1960 à 2010.....263-277

YACOUBA SEYNI Ibrahim

Décolonialité : Concepts majeurs et enjeux épistémiques...278-294

SARR Ousmane

Réformes éducatives, formation des enseignants et gouvernance curriculaire : analyse de la réduction de la durée de formation et du rôle de l'État dans l'éducation de base au Niger.....295-316

MOHAMED Aboubacar

Le nord-ouest de la Côte d'Ivoire en mutation : diagnostic socio-économique et recompositions territoriales

Northwestern Ivory Coast in Transition: A Socioeconomic Assessment and Territorial Restructuring

YEO Mamadou

*Histoire Économique et Sociale
Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
yeomamadoulsy35@gmail.com
mamadou.yeo@usp.edu.ci*

SORO Nonhontan

*Histoire Économique et Sociale
Institut Pédagogique National de l'Enseignement
Technique et Professionnel, Côte d'Ivoire
nonhontansoro@yahoo.fr*

Résumé

Depuis la sortie de la crise postélectorale de 2011, la Côte d'Ivoire connaît une phase de croissance soutenue impulsée par les Plans Nationaux de Développement. Toutefois, cette dynamique masque la persistance de fortes inégalités territoriales. Le nord-ouest, bien que doté de remarquables ressources agricoles et d'un positionnement géostratégique, demeure en marge des principaux circuits économiques. Inscrite dans une perspective d'histoire économique et sociale, cette étude analyse les conditions de transformation de cet espace périphérique. Elle repose sur une démarche articulant analyse documentaire, exploitation de données socio-économiques et enquêtes de terrain, permettant de croiser héritages historiques et dynamiques contemporaines. Les résultats principaux mettent en évidence une mutation progressive, portée par l'amélioration des infrastructures, la valorisation des filières agricoles et l'essor d'initiatives locales. Toutefois, ces dynamiques restent contraintes par des fragilités structurelles et institutionnelles.

L'étude souligne ainsi que l'intégration durable de cette région suppose une gouvernance territoriale renforcée, fondée sur la décentralisation et la coordination des acteurs.

Mots-clés : nord-ouest ivoirien, histoire économique et sociale, développement régional, agriculture, gouvernance territoriale.

Abstract

Since emerging from the post-election crisis of 2011, Côte d'Ivoire has experienced a period of sustained growth driven by the National Development Plans. However, this momentum masks the persistence of significant regional inequalities. The northwest, despite its substantial agricultural resources and geostrategic location, remains on the margins of the main economic circuits. From an economic and social history perspective, this study analyzes the conditions for the transformation of this peripheral region. It is based on an approach combining documentary analysis, the use of socioeconomic data, and field surveys, allowing for the intersection of historical legacies and contemporary dynamics. The results highlight a gradual transformation, driven by improved infrastructure, the development of agricultural sectors, and the rise of local initiatives. However, these dynamics remain constrained by structural and institutional weaknesses. The study thus emphasizes that the sustainable integration of this region requires strengthened territorial governance, based on decentralization and coordination among stakeholders.

Keywords: northwestern of Côte d'Ivoire, economic and social history, regional development, agriculture, territorial governance.

Introduction

À la suite de la crise post-électorale de 2011, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un vaste processus de transformation économique, orienté vers l'objectif d'émergence à l'horizon 2020, puis 2030. Cette dynamique repose sur la mise en œuvre de réformes structurelles ambitieuses et d'investissements ciblés dans les secteurs stratégiques de l'économie nationale. Les résultats obtenus sont visibles en termes de croissance macroéconomique, d'amélioration des infrastructures et de réduction progressive de la pauvreté (Akindès & Yao, 2017, p.7).

Cependant, cette trajectoire de développement demeure spatialement inégalitaire. Plusieurs travaux tels que Kra et *al.* (2016, p.263), Akindès & Yao (2017, p.12), Soro & Koffi (2019, p.4) ont souligné la persistance de déséquilibres territoriaux importants. Le nord-ouest de la Côte d'Ivoire, qui regroupe les régions du Kabadougou, du Folon, du Bafing et du Worodougou, apparaît comme l'un des espaces les plus concernés par ces disparités. Cette région reste marquée par des contraintes structurelles profondes (Hauhouot, 2002, p.34), des héritages historiques et des contraintes géographiques spécifiques (Koné, 2003, p.51 ; Aloko-N'guessan, 2014, p.2). Elle se caractérise notamment par un déficit d'infrastructures, une forte dépendance aux cultures de rente telles que le coton et l'anacarde, une pauvreté rurale persistante et un enclavement relatif (Soro & Koffi, 2019, p.8).

Pourtant, cet espace régional dispose d'atouts significatifs : un potentiel agricole considérable, une population jeune, une diversité de ressources naturelles et une position géostratégique favorable aux échanges transfrontaliers avec le Mali et la Guinée. Ces éléments en font un territoire à fort potentiel de transformation économique.

Sur le plan scientifique, les recherches consacrées au nord-ouest ivoirien ont principalement mis l'accent sur les héritages historiques (Aubertin, 1976, p.27 ; Filleron, 1995, p.48 ; Touré & Peyon, 1999, p.91 ; Le Guen, 2002, p.39) et sur les dynamiques socio-économiques (Touré, 2004, p.51 ; Koné, 2009, p.29 ; Yéo, 2010, p.27 ; Diomandé, 2015, p.63 ; Guémi, 2018, p.33 ; Yéo,

2022, p.42). Toutefois, les travaux analysant les effets concrets des politiques récentes de développement et de la stratégie d'émergence dans cette région demeurent encore limités.

Inscrite dans la dynamique de recomposition territoriale observée depuis la sortie de crise, cette recherche examine la capacité des politiques publiques à répondre aux exigences d'un développement territorial durable dans le nord-ouest ivoirien et à favoriser son insertion effective dans la trajectoire nationale d'émergence. Elle fait l'hypothèse que la transformation de cet espace repose sur une articulation cohérente entre investissements publics, valorisation des systèmes productifs agricoles et structuration d'un entrepreneuriat local, envisagés comme des leviers décisifs de recomposition économique et sociale.

1. Matériels et méthodes

Cette recherche s'inscrit dans une démarche interdisciplinaire relevant de l'histoire économique et sociale, articulant approche historique, analyse socio-anthropologique et observation de terrain. Elle repose sur une enquête empirique conduite, de manière discontinue, entre 2019 et 2025 dans plusieurs localités du nord-ouest ivoirien, notamment Séguéla, Kani, Touba, Ouaninou, Odienné et Minignan (**Voir carte n°1 ci-dessous**).

Carte n°1 : Présentation du nord-ouest de la Côte d'Ivoire



- Chef-lieu de Sous-préfecture
- Chef-lieu de Région
- Limite d'Etat
- Limite de Région
- Limite de Sous-préfecture

Source : Carte réalisée à partir des données fournies par Koné (2009, p.9)

La collecte des données a mobilisé trois principaux dispositifs complémentaires. En premier lieu, une recherche documentaire approfondie a été réalisée. Elle a consisté en l'exploitation de travaux scientifiques portant sur l'histoire, la gouvernance, les dynamiques économiques et les stratégies de développement régional du nord-ouest ivoirien. Cette étape a permis de reconstituer les cadres

analytiques existants et de situer la recherche dans le champ scientifique. À cette base documentaire s'ajoute l'exploitation des ressources numériques, devenues aujourd'hui un outil central de la recherche historique et socio-économique. Des bases de données en ligne, des rapports institutionnels et des publications académiques accessibles en format numérique ont été consultés afin d'enrichir et de croiser les sources écrites.

En deuxième lieu, une enquête de terrain a été menée de manière discontinue (entre 2019 et 2025) dans les localités ciblées. Cette phase a combiné des entretiens individuels et collectifs semi-directifs avec divers acteurs : autorités administratives locales, responsables des directions régionales et départementales de plusieurs ministères, acteurs du secteur privé, organisations non gouvernementales, responsables de projets de développement notamment le projet soja, ainsi que des leaders communautaires et des populations locales. Ces entretiens ont permis de recueillir des données qualitatives relatives aux perceptions des politiques publiques, aux dynamiques économiques locales et aux stratégies d'adaptation des acteurs.

En troisième lieu, l'observation directe a occupé une place centrale dans le dispositif méthodologique. Elle a permis d'appréhender in situ les réalités socio-économiques, d'observer les infrastructures, les activités de production et les dynamiques de marché. Cette immersion de terrain a constitué un outil essentiel de vérification et de contextualisation des informations recueillies lors des entretiens.

Le traitement des données repose sur une analyse qualitative et comparative. Les informations issues des entretiens ont été organisées de manière catégorielle, puis confrontées aux données issues des sources écrites, elles-mêmes soumises à une critique historique rigoureuse. Cette triangulation méthodologique a permis de croiser les discours institutionnels, les perceptions des acteurs locaux et les réalités observées sur le terrain, afin de mieux comprendre les logiques d'action et les mécanismes de transformation territoriale.

Ainsi, cette démarche intégrée permet de relier les politiques

publiques nationales aux dynamiques locales, tout en mettant en lumière les interactions complexes entre acteurs, ressources et territoires dans le processus de mutation du nord-ouest ivoirien. Par ailleurs, les résultats de cette étude sont structurés en deux axes complémentaires.

2. Résultats

Cette section présente les résultats en deux volets : diagnostic socio-économique du nord-ouest ivoirien entre fragilités et atouts et analyse des interventions publiques et partenariales.

2.1. Diagnostic socio-économique du nord-ouest de la Côte d'Ivoire : entre marginalisation historique, potentialités prometteuses et contraintes structurelles

Le nord-ouest de la Côte d'Ivoire illustre avec acuité le paradoxe d'une région riche en ressources naturelles mais durablement confinée en marge des dynamiques nationales de développement. Longtemps reléguée à la périphérie de l'espace économique ivoirien, cette zone demeure un espace où la persistance des contraintes structurelles limite la pleine expression de son potentiel économique et social.

2.1.1. Une zone historiquement en marge des dynamiques nationales de développement

Les régions du Worodougou, du Bafing, du Folon et du Kabadougou ont été durablement exclues des circuits majeurs d'investissement et de modernisation économique. Pour Hauhouot (2002, p.68), cette situation s'explique d'abord par leur position excentrée, éloignée des centres de décision et des infrastructures structurantes. Mais, au-delà de la géographie, les pesanteurs historiques, politiques et économiques ont joué un rôle déterminant dans cette marginalisation (Silué, 2019, p.17). Cette faible intégration au tissu économique national résulte d'un faisceau de facteurs : l'émigration chronique des populations, les orientations économiques du pouvoir central, ainsi que les héritages historiques

et sanitaires (Traoré, 2022, p.174).

La population du nord-ouest, majoritairement composée de Malinké (Maninka, Mahou, Koyaka), s'inscrit dans une longue tradition commerciale remontant à l'empire du Ghana, comme le souligne Yves Person (1968, p.157). Jean-Claude Arnaud (1987, p.496), ajoute que cette culture marchande, fondée sur la mobilité, a favorisé une circulation intense des hommes et des biens sur de vastes espaces ouest-africains. Cependant, la colonisation française a profondément réorienté ces dynamiques. En privilégiant la mise en valeur du Sud forestier à travers la production du café et du cacao, notamment après la conférence économique de Dakar de 1945 (Aubertin, 1983, p.36), l'administration coloniale a consolidé les déséquilibres régionaux. L'abolition de l'esclavage, selon Arnaud (1987, p.494), a par ailleurs transformé les équilibres économiques locaux et renforcé la domination du Sud dans les politiques d'investissement.

Ce basculement historique a favorisé des flux migratoires massifs vers les régions méridionales, où les Malinké se sont investis dans le commerce, le transport et l'agriculture de plantation. Georges Sautter (1975, p.155), observe que, dès les années 1970, les jeunes de Touba et d'Odienné percevaient le Sud comme un espace de réussite et de liberté, où s'offraient des perspectives d'autonomie économique introuvables dans leur région d'origine. Ces mobilités répondaient moins à un manque de terres cultivables qu'à une quête d'indépendance et d'opportunités¹. À ces facteurs économiques s'ajoutent des causes sanitaires et historiques, notamment les ravages de l'onchocercose et de la trypanosomiase, ainsi que les destructions provoquées par les campagnes militaires de Samory Touré (Yéo, 2021, p.76). Ces éléments conjugués expliquent la marginalisation durable du nord-ouest dans la construction de l'économie ivoirienne.

Après l'indépendance, l'État a tenté d'inverser cette tendance par divers projets agricoles portant sur le coton, la canne à sucre, le riz, le maraîchage et le soja (Coulibaly, 1980, p.63). Le complexe

¹ Entretien avec M. Coulibaly Metomga, agent technique, le 04 février 2019 à la Direction régionale de l'Agriculture du Bafing, à Touba.

sucrier de Borotou-Koro et le Projet Soja ont constitué, un temps, des pôles de dynamisation économique régionale. Toutefois, la crise politico-militaire de 2002 a interrompu ces initiatives, aggravant la récession socio-économique locale. Hauhouot (2002, p.24) qualifiait déjà le nord-ouest comme « l'une des régions bloquées malgré les efforts de développement ». Ce n'est qu'à partir de 2011, dans un contexte de relance post-crise, que cette partie du territoire a été davantage intégrée aux priorités publiques de développement.

Les Plans Nationaux de Développement (2012-2015, 2016-2020, 2021-2025)² ont inscrit la réduction des disparités régionales parmi leurs axes majeurs, avec des efforts visibles dans le désenclavement, l'électrification et l'accès aux services sociaux de base. Des programmes ciblés tels que le Programme d'Urgence pour les Infrastructures Urbaines (PUIUR)³ et le Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement (PAPS-Gouv)⁴ ont contribué à la réhabilitation des axes routiers, à la construction d'écoles et de centres de santé, ainsi qu'à la mise en place de services publics dans des localités naguère enclavées. Parallèlement, le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA)⁵, a cherché à valoriser les potentialités agro-écologiques du nord-ouest et à en faire un pôle émergent de développement rural.

Cependant, ces interventions demeurent fragmentaires. Les investissements souffrent d'un manque de cohérence et de continuité, tandis que la gouvernance locale reste fragile et souvent peu participative. Les inégalités territoriales persistent : plus de la moitié des habitants du nord-ouest vivent sous le seuil de pauvreté, contre 39,4% au niveau national (Assi, 2025, p.27). L'accès à l'éducation et aux services de base reste limité, avec un taux de scolarisation

2 Ministère du Plan et du Développement de la République de Côte d'Ivoire. (2012). *Plan National de Développement 2012-2015*, Abidjan, Ministère du Plan et du Développement, p.14. Disponible sur : <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ivc145889.pdf> Consulté le 16/10/2025.

3 Banque Mondiale. (2008). *République de Côte d'Ivoire - Projet d'urgence d'infrastructures urbaines*, Abidjan, Banque Mondiale, p.26. Disponible sur : <https://documents.shihang.org/zh/publication/documents-reports/documentdetail/896301468261259310/la-republique-de-cote-divoire-projet-d-urgence-d-infrastructures-urbaines>. Consulté le 16/10/2025.

4 Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire. (2022). *Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement*, Abidjan, p.71. Disponible sur : <https://psgouv.ci/v2/welcome/index>. Consulté le 16/10/2025

5 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la République de Côte d'Ivoire. (2017). *Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA II)*, Abidjan, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, p.67. Disponible sur : https://www.gafspfund.org/sites/default/files/inline-files/7a.%20Ivory%20Coast_Investment%20Plan.pdf. Consulté le 16/10/2025

secondaire inférieur à 40%, parfois même en dessous de 30%⁶. Cette situation alimente une migration continue vers les zones plus prospères du Sud, notamment Abidjan et le Bas-Sassandra. Si ces mobilités traduisent une logique de survie économique, elles fragilisent le tissu social local et renforcent la dépendance aux transferts financiers des migrants.

Ainsi, malgré des ressources abondantes et une population jeune, le nord-ouest peine à convertir ses potentialités en moteur de développement. Cette situation paradoxale invite à une réflexion approfondie sur les modalités de valorisation de ses atouts et sur les leviers à mobiliser pour rompre avec la marginalisation historique de cette région stratégiquement.

2.1.2. Un territoire à fort potentiel en quête de valorisation

Le nord-ouest de la Côte d'Ivoire, en particulier les régions du Worodougou et du Bafing, se distingue par une richesse naturelle plurielle encore largement sous-exploitée. L'économie de cet espace repose sur trois piliers essentiels : l'agriculture, les ressources minières et la biodiversité à fort potentiel touristique, qui constituent autant de leviers possibles d'un développement territorial durable⁷.

Sur le plan agricole, la région dispose d'atouts agro-écologiques considérables. Son paysage, composé de savanes arborées et de forêts claires, offre un cadre favorable à la culture et à l'élevage. Les sols ferrugineux tropicaux, bien drainés et fertiles, conviennent aux cultures vivrières telles que le maïs, le riz pluvial, l'igname et le manioc, mais également à certaines productions de rente comme le coton, l'anacarde et le soja (Yéo, 2021, p.250). Selon Ducroquet (2017, p.61), la pluviométrie moyenne, comprise entre 1 000 et 1 400 millimètres par an, se concentre entre avril et octobre, rendant possible une agriculture pluviale productive sans recours systématique à l'irrigation. Ouattara (2001, p.192), notent que les températures, oscillant entre 25 et 30 degrés, favorisent la

6 Tanoh, A. L. (2020). *Planification familiale et scolarisation des enfants dans le nord de la Côte d'Ivoire*, p.37. https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Actes/Conf_OFE_CIRPEC_2020/Texte2_Tanoh.pdf Consulté le 16/10/2025.

7 Entretien avec M. Méhin Silué, ex cadre du projet soja exécuté dans le nord-ouest ivoirien, le mercredi 30 octobre 2019 à Abidjan.

croissance des cultures et l'élevage semi-intensif de bovins, caprins et volailles. Pourtant, malgré ces conditions favorables, la Banque Mondiale (2021, p.57) souligne que l'agriculture régionale demeure dominée par des pratiques traditionnelles peu productives. Le déficit d'infrastructures de stockage et de transformation, la faiblesse de l'encadrement technique, la précarité foncière et l'accès limité au crédit freinent l'essor du secteur agricole et limitent son insertion dans les circuits commerciaux nationaux.

Le sous-sol du nord-ouest révèle également un potentiel minier significatif, avec la présence d'or, de fer, de manganèse et de coltan (Koné, 2003, p.49 ; Koffi, 2014, p.21). L'exploitation aurifère constitue l'activité la plus développée, notamment à Séguéla où la société Roxgold Sanu, filiale de Fortuna Silver Mines, conduit des opérations industrielles majeures. Des indices d'or ont également été identifiés à Touba, Kani, Ouaninou et Koro⁸. Le fer est présent dans la région de Koro, tandis que le manganèse a été repéré dans le Bafing, et le coltan dans les zones frontalières du Libéria et de la Guinée⁹. Cependant, ces ressources demeurent exploitées de manière artisanale et informelle, souvent par de jeunes chômeurs ou des migrants des pays voisins. Cette exploitation échappant au contrôle de l'État engendre des pertes fiscales notables et des impacts écologiques et sociaux préoccupants : pollution des cours d'eau, dégradation des sols, insécurité, conflits fonciers et décrochage scolaire¹⁰. L'absence d'un cadre réglementaire efficace compromet ainsi la durabilité du secteur et sa capacité à générer des retombées positives pour les communautés locales.

Sur le plan écologique, le nord-ouest se distingue par une biodiversité exceptionnelle, marquée par des savanes boisées, des forêts galeries, des zones montagneuses et fluviales concentrées autour du Parc national du Mont Sangbé. Situé dans le Bafing et

8 Agence Ecofin. (2025, juillet 10). Côte d'Ivoire : la production d'or de Séguéla en hausse de 13 % au premier semestre 2025. Article en ligne. Disponible sur : <https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/1007-129978-cote-d-ivoire-la-production-d-or-de-seguela-en-hausse-de-13-au-premier-semestre-2025> Consulté le 16/10/2025

9 Entretien avec M. Yssouf Touré, cadre de Touba, le 12/09/2020 à Touba.

10 Le Monde. (2025, juin 27). La Côte d'Ivoire mise sur l'or après la découverte d'un gisement de « classe mondiale ». Article en ligne. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/06/27/la-cote-d-ivoire-mise-sur-l-or-apres-la-decouverte-d-un-gisement-de-classe-mondiale_6616078_3212.html Consulté le 16/10/2025

couvrant près de 95 000 hectares, ce parc, géré par l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), abrite une faune remarquable composée d'éléphants, de buffles, de panthères, de primates et d'une riche avifaune (Bearth, 2010, p.432). À cette diversité naturelle s'ajoute un patrimoine culturel dynamique, où se perpétuent masques, danses rituelles, fêtes villageoises et architectures traditionnelles en banco¹¹. Ce potentiel, bien que réel, reste peu valorisé. L'écotourisme demeure marginalisé par le manque d'infrastructures d'accueil, la dégradation des voies d'accès, l'insuffisance de promotion et la faible coordination entre les acteurs institutionnels et communautaires¹².

Ainsi, le nord-ouest ivoirien apparaît comme un territoire de contrastes, riche en ressources mais prisonnier de contraintes structurelles persistantes. La mise en valeur de ce potentiel suppose une planification stratégique cohérente, adossée à des investissements durables, à une gouvernance territoriale participative et à une meilleure articulation entre politiques publiques et initiatives locales. C'est à cette condition que cette région pourra transformer ses atouts naturels en véritables leviers de croissance et d'émergence régionale.

2.2. Stratégies et politiques de développement régional mises en œuvre dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire

Le développement du nord-ouest de la Côte d'Ivoire repose sur une série de politiques publiques ambitieuses, élaborées dans une logique d'aménagement équilibré du territoire. Ces politiques traduisent la volonté conjointe de l'État et de ses partenaires financiers d'impulser une dynamique de croissance durable à travers des investissements ciblés, notamment dans les filières agricoles à forte valeur ajoutée et dans les infrastructures économiques et sociales.

¹¹ Entretien avec M. Miamo Bakayoko, agriculteur, le 21/10/2021 à Touba.

¹² Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR). (2022). *Stratégie de relance de l'écotourisme dans les parcs nationaux de Côte d'Ivoire. Document de stratégie*, Abidjan, OIPR, pp. 1-30. <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ivc180394.pdf> Consulté le 16/10/2025.

2.2.1. L'engagement de l'État et des bailleurs dans le développement local

Face aux déséquilibres régionaux persistants qui fragilisent la cohésion nationale et limitent l'inclusion économique, l'État ivoirien a adopté une approche volontariste de rééquilibrage territorial. Les régions du Worodougou, du Bafing, du Folon et du Kabadougou, longtemps marginalisées, font désormais l'objet d'une attention accrue. Cette orientation se manifeste à travers une mobilisation coordonnée des pouvoirs publics et des partenaires techniques et financiers, autour d'une vision commune de transformation structurelle.

Le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 érige l'aménagement spatial équitable en pilier central de la stratégie nationale¹³. Il met l'accent sur la nécessité de renforcer la justice territoriale, perçue comme une condition essentielle du développement durable et de la stabilité sociale. Le nord-ouest est identifié comme une région à fort potentiel économique, mais confrontée à un enclavement persistant, à un déficit d'infrastructures et à une faible accessibilité aux services sociaux de base¹⁴. Pour combler ces écarts, le PND prévoit un ensemble de projets structurants destinés à améliorer les conditions de vie des populations et à renforcer l'intégration économique de cette partie du pays.

La réhabilitation de l'axe routier Séguéla-Odienné illustre cette volonté. Ce corridor stratégique, reliant le centre du pays aux frontières du Mali et de la Guinée, favorise la fluidité des échanges commerciaux et accroît l'attractivité économique régionale¹⁵. Parallèlement, un vaste programme d'électrification rurale vise à desservir plus de trois cents localités entre 2021 et 2024¹⁶. L'accès

¹³ Côte d'Ivoire, Ministère du Plan et du Développement (2020), *Plan National de Développement 2021-2025*, Abidjan, Ministère du Plan et du Développement, Tome 1, p.44. Consulté le 16/10/2025.

¹⁴ Entretien avec M. Konan Kouamé, sous-directeur du suivi-évaluation des projets au ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le 18 avril 2022 à Abidjan.

¹⁵ Banque mondiale. (2023, 4 avril). *Côte d'Ivoire : vers un réseau de routes rurales plus inclusif et résilient*, Abidjan, Banque Mondiale, p.32, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/04/04/cote-d-ivoire-toward-a-more-inclusive-and-resilient-rural-road-network> Consulté le 16/10/2025.

¹⁶ CI Energies. (2024, mai). *Projet d'électrification de 220 localités dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire*, Abidjan, CI Energies, p.22. https://www.cinergies.ci/wp-content/uploads/2024/10/PRETD_Rapport-CIES_NATRA_version_finale_Mai2024.pdf Consulté le 16/10/2025.

accru à l'énergie constitue un levier essentiel de modernisation des activités agroalimentaires, d'amélioration de l'éducation et de la santé, tout en contribuant à freiner l'exode rural. À ces initiatives s'ajoutent la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires, soutenue par la Banque Mondiale (BM) et la Banque Africaine de Développement (BAD), qui cherche à renforcer le capital humain et à réduire les inégalités d'accès aux services essentiels.

Les partenaires techniques et financiers jouent un rôle déterminant dans ce processus de revitalisation territoriale. Par le biais de la coopération bilatérale et multilatérale, des institutions telles que l'Union Européenne (UE), la BM et la BAD soutiennent la mise en œuvre de projets à fort impact socio-économique¹⁷. Ces interventions concernent la construction de routes rurales, la création de centres de transformation agro-industriels et le développement de marchés agricoles modernes. Elles favorisent une meilleure connectivité des territoires, réduisent les coûts logistiques et stimulent la structuration des chaînes de valeur régionales, contribuant ainsi à une intégration économique plus inclusive.

En parallèle, la Côte d'Ivoire développe des formes alternatives de partenariat, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Le Brésil s'est affirmé comme un partenaire stratégique dans le domaine agricole. Dans le nord-ouest, cette coopération a permis l'introduction de techniques de culture mécanisée adaptées aux réalités agro-climatiques locales, ainsi que la mise en œuvre de projets pilotes portant sur le soja, le riz et le maïs¹⁸. Ces initiatives visent à renforcer la sécurité alimentaire, à accroître les revenus des producteurs et à consolider les capacités locales pour une agriculture familiale plus résiliente et compétitive.

L'ensemble de ces politiques et programmes s'inscrit dans une dynamique de gouvernance territoriale concertée, fondée sur la coordination entre l'État, les collectivités locales et les partenaires au développement. Cependant, la mise en œuvre de ces stratégies

17 Banque africaine de développement. (2025, 10 juillet). *Côte d'Ivoire - Projet de renforcement des réseaux électriques*, Banque Mondiale, p.52. <https://mapafrica.afdb.org/fr/projects/46002-P-CI-FA0-014> Consulté le 16/10/2025

18 Agence Ivoirienne de Presse. (2025, 28 mai). *Coopération : la Côte d'Ivoire signe un protocole d'accord avec le Brésil pour la lutte contre la faim et le développement rural*, p.12 ; <https://news.abidjan.net/articles/742064/cooperation-la-cote-divoire-signe-un-protocole-daccord-avec-le-brasil-pour-la-lutte-contre-la-faim-et-le-developpement-rural> Consulté le 16/10/2025.

demeure entravée par plusieurs obstacles. L'absence de cadres de concertation stables, la faiblesse des compétences techniques locales et le manque d'outils d'évaluation participative limitent l'impact à long terme des projets. Pour assurer la durabilité des transformations engagées, il devient impératif de renforcer les capacités institutionnelles et de promouvoir une planification territoriale intégrée et inclusive.

2.2.2. Le développement des filières agricoles à forte valeur ajoutée dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire

Dans la stratégie nationale de développement territorial, la valorisation des filières agricoles à fort potentiel économique constitue un axe majeur de la transformation du nord-ouest ivoirien. Dans cette région où près de 70% de la population active tire ses revenus de l'agriculture, la structuration des chaînes de valeur apparaît comme un levier essentiel de création de richesse, de réduction des inégalités sociales et d'accroissement de la résilience des communautés rurales (Yéo, 2022, p.55). L'État ivoirien, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, s'attache ainsi à promouvoir un modèle agricole fondé sur la productivité, la transformation locale et l'inclusion socio-économique.

Les filières du coton, de l'anacarde, de la mangue et, plus récemment, du soja occupent une place centrale dans cette dynamique. L'action du Conseil Coton-Anacarde illustre cette orientation. L'institution a impulsé l'installation de plusieurs unités semi-industrielles de transformation à Boundiali, Séguéla et Kani, dans le but de renforcer la valeur ajoutée locale¹⁹. L'ambition affichée est de porter la part de transformation nationale de l'anacarde à 50% d'ici 2030. Cette stratégie vise à réduire la dépendance aux exportations de produits bruts et à consolider les capacités nationales de transformation, tout en favorisant la création d'emplois durables, notamment au profit des jeunes et des femmes. Par ce biais, l'État

¹⁹ Conseil du Coton et de l'Anacarde. (2025, 26 juin). *Transformation verte : le Conseil du Coton et de l'Anacarde ouvre la voie à la valorisation industrielle des coques de cajou*, Abidjan. <https://news.abidjan.net/articles/742685/transformation-verte-le-conseil-du-coton-et-de-lanacarde-ouvre-la-voie-a-la-valorisation-industrielle-des-coques-de-cajou> Consulté le 16/10/2025.

cherche à faire émerger une véritable économie régionale intégrée, fondée sur l'exploitation rationnelle des ressources locales.

La filière soja, en phase d'expansion, témoigne d'une orientation innovante de la politique agricole ivoirienne. Soutenue par des programmes publics et des partenariats internationaux, elle s'appuie sur l'introduction de techniques culturales adaptées aux conditions pédoclimatiques du nord-ouest et sur le développement d'une agriculture contractuelle favorisant la sécurité des revenus des producteurs²⁰. Le soja, transformé localement en huile, tourteaux et farines enrichies, contribue à diversifier les sources de protéines végétales et à renforcer la sécurité alimentaire²¹. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), en collaboration avec des partenaires brésiliens, accompagne dans cette zone des projets inspirés du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale en Afrique, visant à accroître les capacités techniques des exploitants et à structurer une agro-industrie compétitive et inclusive²².

Parallèlement, la Banque Africaine de Développement (BAD) appuie la mise en place de zones agro-industrielles intégrées à proximité de Séguéla et d'Odienné. Ces plateformes, conçues comme des espaces de synergie entre production, transformation, logistique et formation, s'inspirent des modèles développés au Maroc et en Éthiopie. Elles incarnent une approche territoriale renouvelée du développement agricole, fondée sur la concentration d'infrastructures et de services dans des pôles régionaux capables de stimuler l'investissement privé et de dynamiser l'économie locale.

En clair, ces initiatives traduisent la volonté de l'État ivoirien de faire du nord-ouest un espace d'expérimentation d'un modèle agricole intégré, articulant modernisation productive, ancrage territorial et inclusion sociale. Cependant, la réussite de cette transition demeure conditionnée par plusieurs facteurs structurels.

20 Entretien avec M. Bakayoko Miamo, producteur de soja à Touba (région du Bafing), le 17 juillet 2021.

21 Entretien avec Mme Sahoua Viviane, présidente des productrices de soja dans la région du Bafing, le 17 juillet 2021.

22 FAO. (2024, 15 mai). Plateforme d'Action Nationale pour l'Agriculture Familiale, AFO, p.41. <https://www.fao.org/family-farming/network/network-detail/en/c/170689/> Consulté le 16/10/2025.

L'insuffisance des infrastructures rurales, les difficultés d'accès au crédit pour les exploitants, la faiblesse de l'encadrement technique et la lenteur de la décentralisation économique limitent encore l'ampleur des transformations en cours. Pour garantir la durabilité et la compétitivité de ces filières, il importe de consolider les capacités locales, de renforcer les dispositifs d'appui institutionnel et de maintenir une gouvernance concertée entre l'État, les collectivités et les acteurs économiques.

2.2.3. Promotion du secteur privé et de l'entrepreneuriat local dans le nord-ouest ivoirien

Dans la perspective du rééquilibrage territorial, la promotion du secteur privé et de l'entrepreneuriat local dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire constitue un levier stratégique pour instaurer une croissance inclusive et durable, adaptée aux spécificités du territoire. Longtemps marginalisée dans les flux d'investissement et d'innovation, cette région bénéficie aujourd'hui d'une attention renforcée dans les politiques nationales de développement²³. Le Programme Social du Gouvernement, dans sa phase 2022-2024, s'attache à soutenir l'émergence d'un tissu économique local dynamique, avec un accent particulier sur les initiatives entrepreneuriales portées par les jeunes et les femmes, conformément aux orientations du Plan National de Développement 2021-2025²⁴.

Parmi les avancées significatives, la mise en place de structures d'accompagnement adaptées au milieu rural occupe une place centrale. À Séguela, des incubateurs ruraux soutenus par des partenaires techniques et financiers accompagnent la création de micro-entreprises agricoles, artisanales et commerciales²⁵. Ces structures offrent des services variés, incluant des formations en gestion et en innovation, un appui à la formalisation juridique,

23 GIZ Côte d'Ivoire. (2024). *Projet global «Promotion du financement agricole en faveur des exploitants agricoles et des entreprises agro-industrielles»*, Abidjan, GIZ, p.11. <https://www.giz.de/en/downloads/giz2024-fr-cote-d-ivoire-agricultural-finance.pdf> Consulté le 16/10/2025.

24 Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire. (2022). *Deuxième Programme Social du Gouvernement (PSGOUV 2022-2024)*, Abidjan, p.21. <https://www.giz.de/sites/default/files/media/pkb-document/2025-09/giz2024-fr-guide-acces-au-financement-des-femmes.pdf> Consulté le 16/10/2025

25 GIZ Côte d'Ivoire. (2025). *Comment promouvoir l'accès des femmes au financement dans le secteur agroalimentaire*, Abidjan, GIZ, p.5. https://www.gafspfund.org/sites/default/files/inline-files/7b.%20Ivory%20Coast_Investment%20Plan.pdf Consulté le 16/10/2025.

ainsi que la mise en relation avec des sources de financement et des débouchés commerciaux²⁶. Des institutions telles que le Fonds d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises et des initiatives soutenues par la coopération allemande, notamment la GIZ, renforcent cette dynamique en facilitant l'accès aux équipements, au microcrédit et à l'intégration dans les chaînes de valeur locales.

Parallèlement, le cadre institutionnel de l'entrepreneuriat rural se consolide grâce à l'implication croissante des organisations de producteurs, des coopératives et des acteurs locaux dans la gouvernance économique. Ces structures bénéficient de formations en gestion coopérative, en commercialisation et en transformation des produits agricoles, renforçant la professionnalisation des filières et l'émergence de l'agro-entrepreneuriat²⁷. Des plateformes de concertation réunissant administrations, secteur privé, ONG et partenaires techniques favorisent une meilleure coordination des actions et un renforcement des compétences locales. Cette approche traduit une territorialisation de l'économie où l'initiative privée occupe un rôle central dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la valorisation des ressources régionales.

Malgré ces progrès, des contraintes subsistent et limitent la durabilité des initiatives : une culture entrepreneuriale encore émergente, des infrastructures insuffisantes, une faible inclusion financière des populations rurales et des mécanismes de gouvernance économique fragiles. Néanmoins, le processus en cours souligne que la promotion du secteur privé et de l'entrepreneuriat constitue un facteur clé de transformation régionale. En structurant les écosystèmes économiques autour des filières locales et en renforçant les capacités d'action des populations, cette dynamique favorise un développement ancré dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire, rompant progressivement avec la dépendance historique aux centres urbains du littoral.

26 Entretien avec M. Manni Zogbé, sous-directeur de la mécanisation agricole, le 22 juin 2023 au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, à Abidjan.

27 GIZ Côte d'Ivoire. (2024). *Notre vision du développement agricole et rural*. https://www.gafspfund.org/sites/default/files/in-line-files/7b.%20Ivory%20Coast_Investment%20Plan.pdf Consulté le 16/10/2025

3. Discussion

Les résultats de cette étude confirment l'existence de fortes inégalités territoriales dans le processus de développement en Côte d'Ivoire, comme l'ont déjà montré Kra et *al.* (2016, p. 263). Le nord-ouest apparaît comme un espace structurellement contraint, marqué par l'enclavement, la faiblesse des infrastructures et une intégration limitée aux dynamiques nationales de croissance (Hauhouot, 2002, p.121 ; Koné, 2003, p.109). Cependant, les données de terrain montrent que ce territoire n'est pas figé. On y observe l'émergence progressive de dynamiques locales portées par les acteurs ruraux et les initiatives économiques communautaires. Cette évolution rejoint les analyses de Porter (1990, p. 99), qui insiste sur le rôle des ressources locales dans la compétitivité des territoires.

Les politiques publiques récentes ont contribué à améliorer certaines infrastructures et à soutenir des filières agricoles, mais leur impact reste inégal. Cela confirme les constats de Akindès et Yao (2017, p.17), sur l'écart entre croissance macroéconomique et développement territorial équilibré. Par ailleurs, les résultats soulignent l'importance croissante des dynamiques endogènes. Les populations développent des stratégies d'adaptation et de diversification économique, comme l'ont également observé Yéo (2021, p.57) et Diomandé (2015, p.66).

En clair, le nord-ouest ivoirien apparaît comme un espace en recomposition, où se combinent contraintes structurelles et nouvelles opportunités de développement. Son évolution dépend de la capacité à articuler efficacement politiques publiques et initiatives locales.

Conclusion

Le nord-ouest de la Côte d'Ivoire s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique de recomposition territoriale progressive. Longtemps en marge des politiques nationales de développement, il connaît depuis une décennie des mutations socio-économiques notables. Cette évolution reste toutefois profondément contrastée. La région demeure marquée par des vulnérabilités structurelles persistantes : pauvreté rurale élevée, insuffisance des infrastructures

de base et faible diversification des activités productives, dominées par une agriculture encore peu intégrée aux chaînes de valeur.

Dans le même temps, le territoire révèle des potentialités significatives. Il dispose de ressources agricoles importantes, d'une population jeune et active, ainsi que d'un positionnement géographique stratégique favorable aux échanges sous-régionaux. L'analyse met en évidence une dynamique de transformation graduelle, portée par l'amélioration des infrastructures, la structuration progressive des filières agricoles et la montée d'initiatives locales d'entrepreneuriat rural. Cette trajectoire traduit une tentative de territorialisation de la croissance économique, encore inachevée mais réelle.

Cependant, ces avancées demeurent fragiles. Elles se heurtent à des contraintes institutionnelles et structurelles persistantes. La diversification économique reste limitée. L'accès au foncier demeure conflictuel. La gouvernance territoriale souffre d'insuffisances de coordination. La résilience face aux chocs climatiques reste également faible. Ces limites freinent la consolidation des acquis du développement.

Dès lors, l'émergence du nord-ouest exige une approche intégrée, systémique et durable. Elle implique un renforcement de la gouvernance territoriale, une meilleure articulation entre acteurs publics, privés et communautaires, ainsi qu'une planification inclusive. Ce territoire illustre ainsi les défis contemporains du développement en Afrique subsaharienne. Au-delà du rattrapage économique, il s'agit de construire un modèle endogène, fondé sur l'équité sociale, la durabilité environnementale et la participation locale. Dans cette perspective, le nord-ouest constitue un enjeu stratégique majeur de la trajectoire ivoirienne vers l'émergence à l'horizon 2030.

Bibliographie

- AKINDÈS Francis et KOUAMÉ Séverin Yao (dir.), *La Côte d'Ivoire sous Alassane Ouattara, Politique africaine*, n°148 (4), Paris, Karthala, 2017, 208p. <https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2017-4>
- ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, « Le remodelage de l'espace géographique ivoirien et ses paradigmes fondateurs », *Revue canadienne de géographie tropicale*, vol. 1, n°2, 2014, pp. 1-3.
- ARNAUD Jean-Claude, *Le pays malinké de Côte d'Ivoire : aire ethnique, expansion, migration*, Thèse de doctorat d'État, Université de Rouen, 1987, 927p. <https://www.theses.fr>
- ASSI Yao Gervais, « Appuis à l'éducation et à la formation dans l'autonomisation des femmes du département de Kaniasso », *Le Journal des Sciences Sociales*, vol. 4, n°29, 2025, pp. 20-39.
- AUBERTIN Catherine, « Histoire et création d'une région "sous-développée" : le Nord ivoirien », *Cahiers de l'ORSTOM, Série Sciences humaines*, vol. XIX, n°1, 1983, pp. 23-57.
- BANQUE MONDIALE, *Programme national d'investissement agricole en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Banque Mondiale, 2021, 123p.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/332501520504066852/Cadre-de-Gestion-Environnementale-et-Sociale-Version-Actualisee-2.pdf>
Consulté le 16/10/2025
- BEARTH Thomas, « Guerre civile et résilience écologique : le cas du Parc national du Mont Sangbé », *Cahiers Agricultures*, vol. 19, n°6, 2010, pp. 429-436. Lien : <https://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/view/30860>.
- CHAUVEAU Jean-Pierre, *La question foncière en Côte d'Ivoire et le coup d'État*, Londres, IIED, 2006, 32 p.
- COULIBALY Moussa, *L'assistance de l'État et le développement régional : le cas du Nord-Ouest ivoirien. Le pays malinké : Odienné-Séguéla-Touba*, Mémoire de maîtrise, IES, Abidjan,

1980, 172p.

DIOMANDE Beh Ibrahim, 2015, *Changement climatique en Côte d'Ivoire et ses impacts multiformes: Evolution climatique récente dans le Nord-ouest ivoirien et ses impacts sur l'environnement, la société et les économies*, Paris, PAF, 243p.

DUCROQUET Hervé, *L'agriculture de la Côte d'Ivoire à la loupe*, Luxembourg, Commission européenne (JRC), 2017, 104 p. https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC107214/jrc_report_agriculture_de_c%C3%B4te_d%27ivoire_%C3%A0_la_loupe_final_online.pdf

FILLERON Jean-Claude, *Les paysages du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire*, Mémoire, Université de Tours, 1995, 212p.

GUÉMI Hamed, *Impacts socio-économiques et écologiques de la culture de l'anacarde dans la région du Zanzan*, Mémoire, Université de Cocody, 2018, 98p.

HAUHOUOT Asseypo Antoine, *Développement, aménagement et régionalisation en Côte d'Ivoire*, Abidjan, EDUCI, 2002, 264p.

KOFFI Yao Bruno, « Ressources minières, pétrolières et gazières de la Côte d'Ivoire », *Géoécotrop*, n°12, 2014, pp. 15-30. https://www.geoecotrop.be/uploads/publications/pub_381_12.pdf

KONE Mamadou, « Les ressources minérales de la Côte d'Ivoire », *Revue ivoirienne des sciences et technologie*, n°8, 2003, pp. 45-60.

KONE Mamadou, *Etude géographique de la sécurité alimentaire dans le nord-ouest de la Cote d'Ivoire*, Rapport de mémoire pour le Diplôme d'études approfondies (DEA), Université de Cocody (Université Félix-Houphouët-Boigny), 2009, 89p.

KOUADIO Kouassi Jean, « Évaluation de la biodiversité du Parc national du Mont Sangbé », *Revue ivoirienne des sciences et technologie*, n°25, 2019, pp. 45-58. Lien : <https://www.researchgate.net/publication/332456789>.

- KRA KOUADIO Jean, KOFFI YÉBOUÉ Séraphin Kouadio, ALLA KOUADIO Antoine et KOUADIO ADOU Félix, « Projets d'émergence post-crise et disparités territoriales », *Les Cahiers du CELHTO*, vol. 2, n°1, 2016, pp. 255-278.
- LE GUEN Thierry, *Les barrages du Nord de la Côte d'Ivoire*, Mémoire, Université de Brest, 2002, 141p.
- NAHI Kouadio Pascal, « Décentralisation des politiques éducatives en Côte d'Ivoire », *European Scientific Journal*, vol. 17, n°1, 2021, pp. 167-185. <https://eujournal.org>
- OUATTARA Souleymane, « Agriculture et élevage en zone savannicole du nord de la Côte d'Ivoire », *Cahiers Agricultures*, vol. 10, n°3, 2001, pp. 189-196. <https://revues.cirad.fr>
- PERSON Yves, *Samory, une révolution dyula*, Dakar, IFAN, 1968, volume 1, 734p.
- SAUTTER Georges, « Le développement du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire », *Industrie et travaux d'outre-mer*, vol. 23, n°255, 1975, pp. 146-167.
- SILUÉ Téné Birahima, KRA KOUADIO Jean, KOUADIO Adou Félix et DJIRÉ Issa, « L'équipement de la ville de M'Bengué », *Varia*, n°4, 2024, pp. 48-98.
- SILUÉ N'Goran, « Migrations internationales et travail en Côte d'Ivoire », *Revue de la démographie et des sciences sociales*, vol. 2019, n°1, 2019, pp. 1-21.
- SORO Dramane et KOFFI Kouamé, « Analysis of the financial profitability of cashew farms », *Economics and Business Journal*, 2019, pp. 1-10.
- TRAORÉ Nouhoum, « Migrants in the plantation economy in Côte d'Ivoire », in *African Migration and the Crisis of the State*, Cham, Springer, 2022, pp. 169-190.
- TOURÉ Mamoutou, PEYON Jean-Pierre, « La question du développement régional en Côte d'Ivoire. Recherche dans le Nord ivoirien », *Cahiers d'études africaines*, vol. 39, n°154, 1999, pp. 89-101.

TOURÉ Mamoutou, *Planification et développement régional en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat, Université de Nantes, 2004, 584p.

YÉO Kadokan Inza, *Système de mécanisation agricole dans le Projet Soja*, Mémoire, BNETD/INPHB, 2010, 122p.

YEO Mamadou, « La relance du Projet Soja dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire à l'Epreuve des changements globaux », in *Actes du colloque « La gouvernance à l'ère des changements globaux : situation, résilience et défis en Afrique »* (Côte d'Ivoire), 28, 29 et 30 juin 2022, pp.544-561.

YÉO Mamadou, *Le Projet Soja et le développement du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire (1979-2002)*, Thèse de doctorat, Université Félix Houphouët-Boigny, 2021, 471p.